

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

14 février 2015

NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 2553)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

**AMENDEMENT**

N° 2011

présenté par  
le Gouvernement

-----

**ARTICLE 17 SEPTDECIES**

I. – Compléter l’alinéa 102 par la phrase suivante :

« Le conseil de la métropole procède à la répartition de cette fraction entre des établissements publics territoriaux et, le cas échéant, des communes situées dans le périmètre de la métropole, en tenant compte prioritairement de l’importance des charges qu’ils supportent du fait de la réalisation ou de la gestion d’un ou plusieurs équipements répondant à un enjeu de solidarité territoriale et en appliquant d’autres critères fixés librement. »

II. – En conséquence, procéder à la même insertion aux alinéas 108 et 277.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement a pour objet d’ajuster les dispositions relatives à la dotation de soutien à l’investissement territorial, servie par la métropole du Grand Paris aux établissements publics territoriaux et, le cas échéant, aux communes situées dans le périmètre de la métropole :

- Il permet d’allouer jusqu’à 50% du dynamisme de la CVAE sur le périmètre de la métropole à la dotation de soutien à l’investissement territorial et ainsi d’accroître les possibilités de soutien financier à l’égard des établissements publics territoriaux et des communes ;
- Il assouplit les modalités de répartition de la dotation entre les établissements publics territoriaux, et le cas échéant, les communes, en permettant une allocation de cette dotation de façon libre sur l’ensemble de la métropole et en introduisant un critère prioritaire de charges liées à la gestion d’un équipement présentant des enjeux de solidarité territoriale et en permettant à la métropole du Grand Paris de définir librement d’autres critères complémentaires.

Ces ajustements permettent à la dotation de soutien à l'investissement territorial de jouer un rôle péréquateurs et de solidarité et à la métropole du Grand Paris de soutenir l'effort en faveur des équipements les plus structurants ou l'effort de territoires ou communes les plus démunis.